

L'hébergement des données de santé des citoyens français par une plateforme Microsoft est une menace à la confidentialité de nos données personnelles et à la souveraineté numérique française et européenne

Paris, le 20 novembre 2020

DIGITAL SME France revendique un hébergement des données de santé des citoyens français par une plateforme française ou européenne, via un appel d'offre ouvert.

L'hébergement des données de santé des citoyens français – le Health Data Hub – a été confié par l'état français à une plateforme Microsoft sans passer par un appel d'offres ouvert. Même si stockées en Europe, un hébergeur américain signifie que ces données extrêmement personnelles risquent de faire l'objet d'un transfert en dehors de l'Union européenne. Le Cloud Act autorise en effet les autorités américaines à solliciter auprès des opérateurs les communications personnelles d'un individu sans que celui-ci n'en soit informé. En tant qu'association de Petites et Moyennes Entreprises du secteur numérique, DIGITAL SME France est en mesure d'affirmer que l'Europe dispose d'entreprises tout à fait aptes à héberger cette plateforme, répondant aux critères de sécurité et relevant exclusivement des juridictions de l'Union Européenne.

Nous ne pouvons décemment parler en France de souveraineté numérique et régulation des grands acteurs du numérique tout en confiant les données de santé des citoyens Français au géant du numérique Microsoft. L'Etat français se doit d'être le garant des données personnelles sensibles que sont les données de santé des citoyens, dont il doit contrôler l'accès et l'usage dans les règles de la démocratie. Nous déplorons ainsi vivement que le Health Data Hub ait été attribué à Microsoft sans passer par un appel d'offres ouvert.

Nous voulons que les données de santé des citoyens Français soient **hébergées par un prestataire européen.**

Nous voulons un **appel d'offres ouvert à tous et transparent**, avec des **conditions de concurrence équitables pour les PME européennes et françaises.**

La pandémie COVID-19 a démontré que les entreprises numériques européennes - en particulier les PME - ont le pouvoir systémique de numériser complètement l'économie. La crise nous donne plus que jamais l'opportunité de sortir de notre dépendance technologique, tout au moins dans des secteurs relatifs à la souveraineté de nos états et de nos citoyens. Bien que nous soyons en faveur du libre-échange et de la libre circulation des données en général, il faut appliquer du bon sens et davantage de rigueur là où les intérêts fondamentaux de l'Etat sont concernés.

Il est temps de passer de la parole aux actes. Le gouvernement a pris le 9 octobre un arrêté interdisant le transfert de données à caractère personnel hors de l'Union européenne et nous nous en félicitons, mais il faut y donner suite. Il n'y aura pas de souveraineté numérique européenne sans la souveraineté individuelle de chaque citoyen sur ses données personnelles. Il n'y aura pas de souveraineté numérique européenne sans soutien aux PME, qui constituent la clé de voûte de l'économie européenne. Retirer l'hébergement du Health Data Hub à Microsoft pour le confier à un prestataire européen adresserait un message fort d'émancipation technologique de la France et de l'Europe.

Un entretien a été sollicité par DIGITAL SME France auprès de Cédric O, Ministre secrétaire d'Etat chargé de la transition numérique et des communications électroniques.



Amandine Laveau-Zimmerlé

DIGITAL SME France, Présidente